# Construction-

# Recours et reconsidération

Formation Utilisateurs eConstruction



# **Généralités**

- Au cours du traitement d'une demande d'autorisation de construire, l'autorité compétente doit prendre diverses décisions.
- ▲ Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours motivé au Conseil d'Etat dans les 30 jours dès leur notification.
- Chaque décision peut avoir un ou plusieurs recours.
- Chaque recours dispose de ces 3 instances :
  - Conseil d'État
  - Tribunal cantonal
  - Tribunal fédéral
- ▲ Les décisions de la CCC et des communes peuvent faire l'objet d'une reconsidération. Un nouvel examen de la décision peut être effectuée par les autorités compétentes.

# Transmission du dossier aux autorités de recours

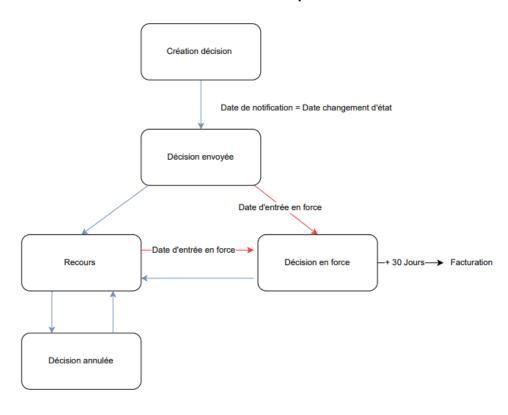
- ▲ La gestion des recours avec les instances supérieures se fait au format papier. Les autorités de premières instances doivent imprimer le dossier complet pour la transmission aux autorités supérieures.
- ▲ Le dossier de recours se compose des éléments suivants :
  - Les fichiers/documents du dossier nécessaires au traitement du recours
  - Le message «Décision déposée» destiné au requérant (gestion dossier)



- ✓ Pour les dossiers de compétence communal, la commune imprime le dossier de recours et le transmet au service des affaires intérieures et communales.
- ✓ Pour les dossiers de compétence cantonal, la CCC imprime le dossier de recours et le transmet à la Chancellerie d'Etat.
- ✓ Pour le traitement des recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral, les autorités de premières instances leur transmettent les dossiers papier.

# **Procédure**

Une décision est gérée comme sous-dossier sur la plateforme.

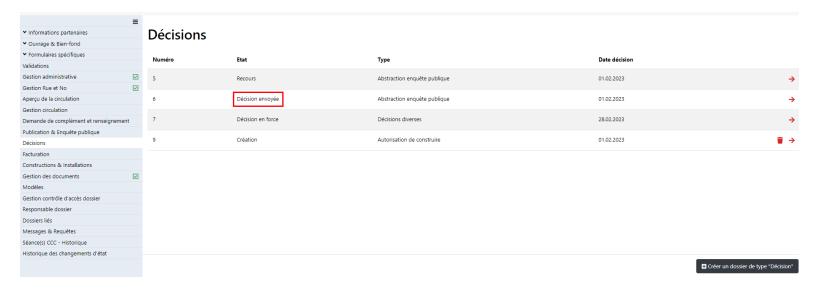


▲ Le document détaillé concernant les « Décisions » se trouve dans le support de formation « Décisions ».



# Sous-dossier « Décision » : Décision envoyée

Un recours peut être créé dans un sous-dossier « Décisions » à l'état « Décision envoyée ».



# Décision envoyée

Dès que le dernier signataire a signé électroniquement la décision, un message de type « Décision déposée » est communiqué à toutes les parties prenantes du dossier (gestion dossier, services consultés, personnes opposantes ainsi qu'à l'organe de compétence).



- État « Décision envoyée » : La date du changement d'état est considérée comme la date d'envoi.
- Dès la lecture du message, la décision est considérée comme notifiée. À défaut de consultation de ce message, celui-ci, de même que les liens qu'il contient et la décision à laquelle ceux-ci renvoient, sont réputés notifiés et consultés au plus tard 7 jours après le dépôt du message (art. 39 al. 4 OC). À partir du lendemain, le délai de recours de 30 jours démarre automatiquement.
- Si aucun recours n'est reçu dans le délai prévu, le dossier passe automatiquement à l'état « décision en force » après l'expiration de ce délai.



# Date d'entrée en force

▲ La date d'entrée en force est remplie automatiquement durant le changement d'état « Création » à « Décision envoyée ». La date d'entrée en force = date du changement d'état + 38 jours.

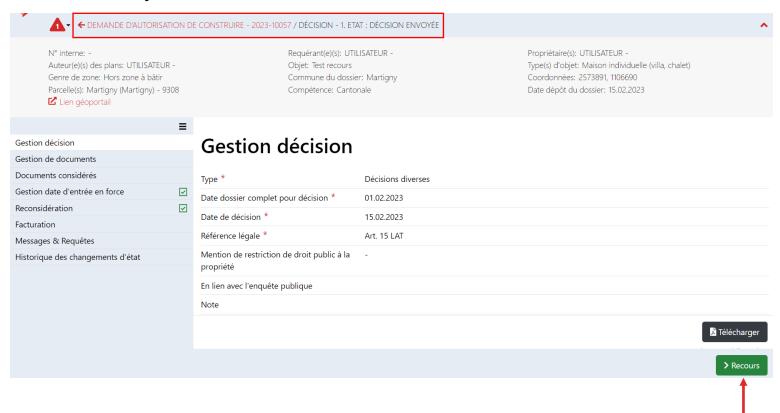


- ▲ Lorsque le sous-dossier est dans l'état « Décision envoyée » ET que la date d'entrée en force est passée, le système change automatiquement et passe à l'état « Décision en force ».
- → 30 jours après que le sous-dossier soit dans l'état en force, la facture est générée automatiquement pour les dossiers de compétence cantonale.



# Décision envoyée : recours

▲ Les recours peuvent être créés dans le sous-dossier de type « Décision » à l'état « Décision envoyée ».

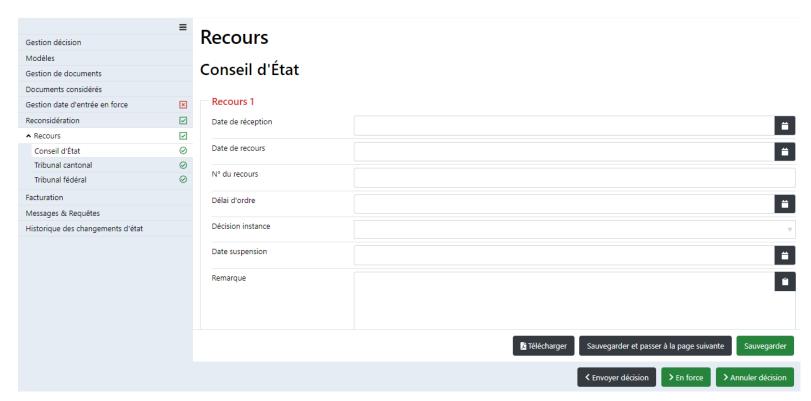


Passage à l'état « recours »



### Recours

- Différentes instances de recours peuvent être créés selon l'état de la procédure de manière libre pour le suivi administratif.
- Si le recours est rejeté, la date d'entrée en force doit être calculée et saisie sur la base de la date de la notification de la décision de l'instance de recours.





# Recours

- Lorsque le changement d'état passe de « Décision envoyée » à « Recours », la date d'entrée en force est supprimée automatiquement.
- ▲ La date de gestion d'entrée en force doit être saisie manuellement. À la fin des processus de recours, le changement d'état doit être fait manuellement en cliquant sur le bouton « En force ».
- ▲ La liste de travail « Recours en force » est mis à disposition pour retrouver les décisions à gérer manuellement.

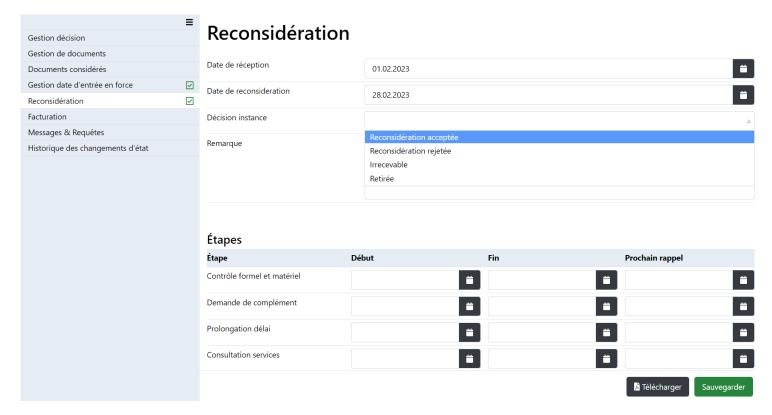


- ✓ Une décision peut être annulée à l'état « Recours » si la date d'entrée en force n'est pas saisie (champ obligatoire) changement d'état de « Recours » à « Décision annulée ».
- Une réactivation de la décision est également possible.



# Reconsidération

Lorsqu'une demande de reconsidération est faite par le requérant, les informations sous la ressource « Reconsidération » peuvent être renseignées pour un suivi administratif.





# Reconsidération

- Une décision suite à une demande de reconsidération peut être effectué dans un sous-dossier de type « Décision ».
- Un type de décision « Reconsidération » est disponible et peut être créé dans le sous-dossier de type « Décision ».



